



MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P) DESCRIPTIF**

## **ACCROCHAGE DES TAPISSERIES**

**VILLE D'AURILLAC**

*Département du Cantal*

### **Maître d'Ouvrage :**

**MINISTERE DE LA JUSTICE  
Département Immobilier de Lyon  
DIR SG Centre Est  
Le Britannia C/8  
20 boulevard Eugène Deruelle  
69432 LYON CEDEX 03**

2 septembre 2024

### **- Présentation Projet :**

Le palais de Justice d'Aurillac possède 3 tapisseries, classées au titre objets mobiliers.

L'accrochage et le positionnement ne permettent pas une conservation optimale.  
Il est proposé un accrochage plus respectueux et des positionnements différents.

Pour la conservation préventive des tapisseries qui seront positionnées dans les salles d'audiences mixte et civile, il est prévu la pose de filtre anti-UV et des stores d'occultation extérieures sur les baies, éclairant ces salles.

### **- Phasage :**

- 1) Dépose des tapisseries, mise en rouleau, stockage
- 2) Stockage pendant la durée de rénovation des salles d'audiences
- 3) Mise en place du nouveau dispositif d'accrochage
- 4) Pose des stores d'occultation
- 5) Pose des filtres anti UV
- 6) Nettoyage des tapisseries
- 7) Repose des tapisseries selon nouveau procédé.

## Sommaire

1. OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS .....	4
2. CONNAISSANCE DES LIEUX.....	4
3. PROTECTION DES OUVRAGES.....	5
4. PROPRETE DU CHANTIER.....	5
5. SECURITE DE CHANTIER.....	5
6. ESSAIS.....	5
7. RESERVATIONS - SCELLEMENTS - REBOUCHAGES .....	5
8. PLANS D'EXÉCUTION DES ENTREPRISES.....	5
9. MODIFICATIONS TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES.....	6
10. REGLEMENTS.....	6
11. MATERIAUX - ECHANTILLONS .....	6
12. CHARGES PERMANENTES - CHARGES D'EXPLOITATION .....	6
13. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER ET COORDINATION.....	6
14. COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE.....	6
15. DÉCOUVERTE ARCHÉOLOGIQUE .....	7
16. DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (DOE).....	7
17. INSTALLATION DE CHANTIER.....	7
LOT N° 01 - ACCROCHAGE DE TAPISSERIES .....	8
PREAMBULE.....	8
1.1 ECHAFAUDAGE .....	8
1.2 DEPOSE DES TAPISSERIES.....	8
1.3 PREPARATION TAPISSERIES.....	8
1.4 ACCROCHAGE TAPISSERIES .....	8
1.5 DOSSIERS .....	8

## **1. OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS**

Les entreprises sont réputées avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces constituant le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

Le projet, tel que défini par le présent devis descriptif (CCTP) et les documents qui lui sont joints, devra être chiffré obligatoirement par l'entreprise sous forme de devis estimatif détaillé (DPGF).

Les entreprises sont réputées s'être assuré qu'il n'y a ni manque ni double emploi dans les prestations fournies afin d'assurer un achèvement complet des travaux dans les règles de l'art ; et pour la bonne restauration, l'entrepreneur sera tenu de prévoir dans ses dépenses, tout ce qui doit, normalement entrer dans le prix d'une réalisation à forfait. L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de son prix forfaitaire. En cas de non concordance (erreurs, contradictions ou omissions), le candidat devra le signaler par écrit au maître d'ouvrage pendant la phase de consultation dans les délais indiqués au règlement de la consultation.

Les entreprises sont réputées avoir vérifié la conformité de la composition de leur dossier d'après les indications du bordereau des pièces fournies à chaque entreprise.

Les plans, devis descriptifs et autres documents joints au dossier de consultation forment un tout définissant les ouvrages à réaliser en se complétant mutuellement.

Un ouvrage figurant sur les plans mais non prescrit au CCTP devra être réalisé et prévu dans le cadre du forfait. De même un ouvrage décrit au CCTP et ne figurant pas sur les plans, devra être réalisé dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Chaque entrepreneur devra procéder, dans les plus courts délais et dès la signature de son marché, à l'étude approfondie du projet du Maître d'Ouvrage, en partenariat avec la DRAC Auvergne Rhône Alpes, en vue d'obtenir le "VISA" avant de commencer la réalisation, de façon à faire connaître à celui-ci toutes les objections ou observations utiles à la mise au point définitive. Cette étude approfondie pourra entraîner, si besoin est, la production de notices explicatives précisant les dispositions de principe ou de détails retenus.

## **2. CONNAISSANCE DES LIEUX**

L'entrepreneur devra prendre en compte dans son prix forfaitaire les éléments suivants :

le lieu d'implantation des ouvrages ;

les conditions d'accès ;

les possibilités de stockage des matériaux ;

les conditions d'installation de matériels de chantier ;

les conditions de déposes des tapisseries ;

l'alimentation en eau et électricité ;

l'évacuation des déchets et gravois ;

les contraintes dues aux bâtiments, à la réglementation locale, aux conditions climatiques normalement prévisibles, aux exigences du Maître d'ouvrage, à l'environnement ;

Les demandes d'occupation temporaire des sols du domaine public seront faites par les entreprises en fonction de leurs besoins respectifs et les frais correspondants seront à la charge de chacune d'elles.

Le fait de remettre une proposition supposera que cette prescription est prise en compte par l'entrepreneur et qu'il a établi des prix en conséquence.

L'entrepreneur devra, avant de remettre son prix, se rendre sur place (attestation de visite à fournir), afin d'obtenir la totalité des renseignements qui lui seront nécessaires en complément de ceux donné ci-après.

### **3. PROTECTION DES OUVRAGES**

L'entrepreneur est responsable de tous les dégâts qu'il pourrait occasionner sur ses ouvrages, les ouvrages des autres corps d'état ou les ouvrages mitoyens.

Dégâts qui pourraient survenir soit de son fait, soit de celui de son personnel ou des intempéries.

La remise en état serait alors à sa charge et à ses frais et ceci sans délai d'exécution.

Pour pallier à ces inconvénients, il lui appartient donc de prendre toutes précautions utiles :

- Protections, bâchages, etc...
- Protection contre le vol,
- Clôtures,
- Signalisations diverses,

qui sont implicitement contenues dans sa proposition.

Il assurera directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance sérieuse de son chantier.

### **4. PROPRETE DU CHANTIER**

Les entrepreneurs doivent assurer le nettoyage de leurs ouvrages et des locaux, après manutention ou après pose et enlèvement de gravois, afin de livrer les locaux, les matériels et installations, en parfait état de propreté après leur intervention.

Si malgré les prescriptions ci-dessus, le chantier n'était pas maintenu dans un état de propreté suffisante pendant l'exécution des travaux, ou si les locaux n'étaient pas livrés dans l'état de nettoyage définitif demandé par les pièces du contrat, le Maître d'Ouvrage pourra ordonner chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le nettoyage général du chantier y compris en l'absence du responsable.

Dans le cas où malgré les ordres de service consignés dans les comptes rendus de chantier, ce nettoyage n'aurait pas été exécuté de façon satisfaisante, le Maître d'ouvrage pourra faire appel à une entreprise de nettoyage spécialisée, les frais étant imputés à l'entreprise défaillante.

### **5. SECURITE DE CHANTIER**

Clôture de chantier :

Sans objet

L'entreprise devra respecter les contrôles et les consignes spécifiques aux accès du palais de Justice.

### **6. ESSAIS**

Après définition d'un protocole et réalisation éventuels d'essais de nettoyage, une réunion sera provoquée avec la Conservatrice du Patrimoine et la CAO, pour validation du protocole.

En cas d'essais non satisfaisants, l'entreprise devra réaliser de nouveaux essais, sans prétendre à indemnités.

### **7. RESERVATIONS - SCHELLEMENTS - REBOUCHAGES**

L'entrepreneur de chaque lot a à sa charge tous les trous, réservations, percements, prises et scellements et tous les garnissages nécessaires à la dépose et à la repose des tapisseries.

Il devra la fourniture de tous les éléments de fixations qui seraient nécessaires de remplacer pour la repose des tapisseries.

Il sera responsable de toutes les prises, réservations et scellements et divers incorporés.

### **8. PLANS D'EXÉCUTION DES ENTREPRISES**

L'ensemble des DOCUMENTS D'EXÉCUTION, etc... sont à la charge des ENTREPRISES, ils seront remis au contrôle et visa de la DRAC et de la maîtrise d'ouvrage pendant la période de préparation du chantier, avant début des travaux.

Les plans de recollement, fiches techniques, P.V. d'essais, les notices d'entretien et de fonctionnement ainsi que tous les documents et plans constituant les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) et les dossiers d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO) devront être respectivement remis par les entreprises au maître d'ouvrage et au coordonnateur santé sécurité 15 jours avant la réception des travaux.

## **9. MODIFICATIONS TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES**

Aucune modification dans l'application des devis ne sera réalisée sans ordre écrit du Maître d'Ouvrage ou observations notées dans le rapport de chantier.

La réalisation de travaux supplémentaires devra faire l'objet de devis qui devront être acceptés avant exécution. Tous les devis fournis après exécution seront refusés et les travaux considérés comme étant réalisés dans le cadre du forfait.

## **10. REGLEMENTS**

Tous les devoirs de l'entreprise sont définis par les règlements en vigueur et la normalisation française, soit notamment :

le code de la construction et de l'habitation ;

le code du travail ;

les arrêtés concernant la protection des bâtiments contre l'incendie avec leurs additifs ;

les règles de calculs et documents conformes au D.T.U édités par le C.S.T.B. ;

les normes françaises A.F.N.O.R.

les agréments C.S.T.B ou avis technique ;

les recommandations des organismes professionnels applicables aux prestations faisant l'objet du marché ;

les textes réglementant les mesures à prendre en matière d'hygiène et de sécurité ;

Les mises à jour de l'ensemble de ces documents à la date limite de remise des offres sont incluses dans les pièces contractuelles.

Le fait qu'il ne soit fait mention des normes, règlements et agréments dans le présent document ne doit pas être une raison de leur non application.

## **11. MATERIAUX - ECHANTILLONS**

Les différents types de matériaux prévus au CCTP, définissant une base minimale, ne pourront être modifiés sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage et de la DRAC.

Tous les matériaux seront présentés au Maître d'Ouvrage avant d'en faire la commande.

## **12. CHARGES PERMANENTES - CHARGES D'EXPLOITATION**

Sans objet

## **13. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER ET COORDINATION**

Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement, le jour et l'heure seront fixés par le maître d'ouvrage en début des travaux ;

Dans la situation des restaurations en ateliers, le contrôle d'avancement du chantier pourra se faire par visioconférence ou via des documents photos.

Ces rendez-vous pourront éventuellement être complétés par des réunions de coordination.

Tous les entrepreneurs convoqués sont tenus de s'y rendre ou de s'y faire représenter par une personne compétente capable de prendre des décisions et d'engager l'entreprise.

La présence de tous les entrepreneurs convoqués étant indispensable à la coordination et à la bonne marche du chantier, les absences non motivées et les retards (+ ½ h) seront comptabilisés et feront l'objet d'une pénalité de 100,00 € HT par absence ou retard selon C.C.A.P.

Les téléphones portables seront éteints pendant toute la durée de la réunion de chantier. Une pénalité de 15,00 €. sera appliquée en cas de rappel.

Le montant global des pénalités sera retenu sur les décomptes provisoires.

De plus, si du fait de l'absence d'un entrepreneur, le Maître d'oeuvre est amené à effectuer un déplacement supplémentaire pour rencontrer à nouveau l'entrepreneur défaillant, ce dernier devra supporter les frais de déplacement et les vacations correspondants.

Chaque rendez-vous de chantier fera l'objet d'un compte-rendu adressé à chaque entrepreneur. Les observations et instructions qui y figureront devront être considérées comme des ordres d'exécution

Toutefois, tout engagement de dépenses et modifications du marché fera l'objet d'un ordre de service du Maître d'Ouvrage.

## **14. COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

Sans objet

## **15. DÉCOUVERTE ARCHÉOLOGIQUE**

Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier.

- En complément des dispositions prévues à l'article 33 du C.C.A.G., lorsque les travaux mettent à jour des objets ou vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, l'entrepreneur doit en informer immédiatement le maître de l'ouvrage.

## **16. DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (DOE)**

L'Entrepreneur devra constituer le dossier des ouvrages exécutés dans un délai de 15 jours.

Ce dossier regroupera tous les documents relatant l'histoire des tapisseries et leurs iconographies (résultats des essais, contrôles et épreuves, tous les comptes rendus d'incidents...) ainsi que les constatations utiles en vue de la réception puis de la gestion de l'ouvrage en service.

Les textes seront fournis sous la forme d'un original, d'un tirage et d'un support informatique (fichier pdf) sous clé USB ou CD.

Tous les plans et les dessins seront convenablement cotés et comporteront tous les repères, symboles et coordonnées nécessaires à leur exploitation.

Le DOE comprendra un reportage photos permettant de visualiser toutes les phases de la restauration, ainsi que les fiches techniques des produits utilisés accompagnées de la provenance.

Le DOE est un document obligatoire.

## **17. INSTALLATION DE CHANTIER**

Sans objet

### **Maître d'Ouvrage :**

#### **MINISTERE DE LA JUSTICE**

Département Immobilier de Lyon

DIR SG Centre Est

Le Britannia C/8

20 boulevard Eugène Deruelle

69432 LYON CEDEX 03

#### **Mme KLING Océane**

Chef de projets immobiliers

courriel : [oceane.kling@justice.gouv.fr](mailto:oceane.kling@justice.gouv.fr)

# LOT N° 01 - ACCROCHAGE DE TAPISSERIES

## PREAMBULE

Les tapisseries sont accrochées sur des tringles fixées sur les boiseries. Une porte permet l'accès des magistrats. Lors de l'ouverture de cette porte, la tringle amovible permet le dégagement partiel de la tapisserie.

Ce système n'est pas satisfaisant pour la conservation de ces objets classés monument historique.

## 1.1 ECHAFAUDAGE

Mise en place d'un échafaudage roulant avec treuil et toutes les sécurités nécessaires.  
Protections du sol si besoin.  
Compris tous moyens d'accès.  
Compris toutes sujétions.

## 1.2 DEPOSE DES TAPISSERIES

**Cette opération nécessite la présence d'un(e) conservateur restaurateur qualifié niveau master 2 pour la dépose des tapisseries.**

Constat d'état avant dépose.  
Décrochage des tapisseries  
Mise en rouleau pour stockage pendant la durée des travaux, rouleaux à fournir  
Protection de type Tyvek..  
Transport en atelier pour stockage.  
Compris tous moyens d'accès.  
Compris toutes sujétions.

## 1.3 PREPARATION TAPISSERIES

Dépoussiérage par aspiration  
Fourniture et pose d'une bande de lin décati  
Fourniture et pose de la bande velours (Velcro)

Interventions selon protocole défini dans le constat d'état et après avis DRAC.

## 1.4 ACCROCHAGE TAPISSERIES

Fourniture et pose de la bande crochet (Velcro) sur panneau bois au lot menuiserie  
Accrochage des tapisseries

## 1.5 DOSSIERS

Fourniture du dossier des ouvrages exécutés, 2 exemplaires papier et 1 exemplaire numérique  
Fourniture du dossier de sauvegarde pour plan d'urgence à destination des pompiers.